



TRAVAILLER, VIVRE DIGNEMENT DANS L'HÉRAULT, C'EST POSSIBLE NOTAMMENT AVEC D'AUTRES CHOIX INDUSTRIELS !

Les salariés de l'Hérault, comme des autres départements, ne sont pas condamnés à subir les choix du MEDEF. Choix mis en œuvre par les gouvernements successifs et notamment les choix industriels qui depuis 15 ans déstructurent tout le tissu économique et détruisent l'emploi et son contenu.

Aucune société n'est viable sans industrie. Un emploi industriel génère trois emplois induits.

Notre industrie est malade parce que sous domination exclusive de la rentabilité financière du capital, des dividendes des actionnaires au nom de quoi d'ailleurs ils ferment des entreprises viables et utiles. **Ce postulat conduit à l'absence totale de stratégie industrielle pour répondre aux besoins sociaux. Il conduit à faire du fric pour du fric, quelles qu'en soient les conséquences pour toute la collectivité.**

Depuis plus de 15 ans, les grands groupes français passent les uns après les autres sous contrôle étranger et nous perdons la maîtrise de productions stratégiques pour le pays (dernier exemple : Alstom). **Il s'agit de choix politiques délibérés et assumés par les gouvernements successifs et qui engendrent un gâchis humain et matériel considérable.**

Cette situation pose des questions de souveraineté, d'indépendance nationale, du type de développement social et économique. Les solutions relèvent avant tout de choix politiques nationaux dans le cadre d'une coopération mutuellement avantageuse entre les peuples et non dans l'Europe du capital. **Les secteurs industriels stratégiques et le secteur bancaire doivent relever du domaine public.** Quelle production et dans quel environnement ? Questions de choix politiques à tous les niveaux et questions de moyens ?



Des moyens financiers mais pour faire quoi ?

Chaque année le patronat bénéficie de 230 milliards d'euros d'exonérations et de cadeaux fiscaux. Il y a des décennies que sont mises en œuvre ces mesures pour « créer des emplois » et il y a des décennies que le chômage augmente !

Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) : 40 milliards (de l'argent public) sert à supprimer des emplois alors qu'il devait en créer ! Il sert en réalité à gonfler les dividendes des actionnaires. Ce n'est pas une surprise, le président du MEDEF l'avait annoncé dès sa création.

L'évasion et la fraude fiscale c'est 70 milliards d'euros. C'est bien le capital qui a un coût pour toute la société et non le travail qui est la source unique de création de richesses. « La crise » n'est pas pour tout le monde ! **Pas plus qu'il n'y a de charges mais des cotisations. Cotisations qui appartiennent aux salariés puisque prélevées sur les richesses qu'ils créent par leur travail. Les cotisations c'est le salaire socialisé.** Ces centaines de milliards pourraient être, pour une part, dédiées au développement de notre industrie donc de l'emploi. L'Allemagne par exemple a fait le choix d'investir dans son industrie.

Il ne peut d'autre part y avoir d'industrie, de recherche, de développement, sans services publics efficaces (transports, logistique, plates-formes multimodales et portuaires...).

ADHÉREZ AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS :

Fédération de l'Hérault - 115 rue Olof Palme 34070 Montpellier - pcfherault@wanadoo.fr

L'INDUSTRIE, SOURCE D'EMPLOIS

Pas des emplois précaires, sous-payés, polyvalents, avec des conditions de travail dégradées comme cela est trop souvent le cas aujourd'hui au nom de la compétitivité !

Mais des emplois avec un contenu. Avec ces centaines de milliards de cadeaux et d'exonérations fiscales, d'évasion et de fraude fiscale, on peut faire bien des choses :

- **Le SMIC à 1800€ pour un salarié sans qualification avec répercussion sur toutes les grilles salariales.**
- **La reconnaissance des qualifications, de la technicité, des responsabilités.**
- **Formation continue.**
- **Sécurité Sociale professionnelle et statut du travailleur salarié.**
- **La réduction du temps de travail à 32h représente la création de 4,5 millions d'emplois car aujourd'hui en France la durée effective du travail est de 39,5 heures !**
- **Retour à la retraite à 60 ans.**
- **Des droits nouveaux pour les salariés et leurs représentants sur les objectifs et la finalité de la production.**

L'application de ces mesures est non seulement possible mais correspond à une urgence sociale et économique. Elles sont le premier levier de sortie de crise et création d'emplois durables. C'est une autre conception que le dumping social, la concurrence entre salariés.

C'est bien de choix politiques dont il s'agit.

L'entreprise c'est le lieu où s'élaborent les stratégies politiques patronales. Mais l'entreprise c'est d'abord les salariés, c'est d'abord le résultat du travail de générations de salariés !



L'Hérault n'est pas condamné au tout-tourisme et ses emplois éphémères. L'Hérault à des atouts industriels :

le biterrois avec la métallurgie, le bassin de Thau avec le port de Sète, le Montpelliérain avec la recherche / développement...

Dans la guerre idéologique actuelle, les médias dans leur quasi-unanimité travaillent à ce que les salariés débattent de tout sauf de ce qui les préoccupe au quotidien et des enjeux auxquels le monde du travail est confronté.

Les communistes dans la proximité, au plus près des salariés, de leurs revendications, de leurs besoins, sont disponibles pour échanger, débattre, construire avec eux les propositions, les actions, le rapport de force pour gagner une autre politique sociale, industrielle et économique. Pour construire une société conçue et bâtie en commun dans et pour l'intérêt général et non pour les intérêts particuliers de quelques uns.

Cette première expression est une contribution au débat et à l'action. Ensemble, préparons les suivantes. **Un autre possible est à l'ordre du jour. Cela dépend de nous, dans notre diversité, mais rassemblés sur l'essentiel : une société de progrès et d'émancipation humaine.**

La création des richesses est collective. Elles doivent bénéficier à toute la collectivité et non être accaparées par une infime minorité.

C'est bien l'enjeu politique majeur de la période.

ADHÉREZ AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS :

Fédération de l'Hérault - 115 rue Olof Palme 34070 Montpellier - pcfherault@wanadoo.fr